



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 3226

Texte de la question

INCOHÉRENCES DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

M. le président. La parole est à M. Jean-Paul Bacquet, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-Paul Bacquet. Monsieur le Premier ministre, il devient de plus en plus difficile de comprendre votre politique en raison des contradictions et des incohérences que votre Gouvernement affiche chaque jour.

(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)

Contradiction lorsque Georges Tron, votre ministre de la fonction publique, annonce qu'il faut mettre fin au non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux et que votre ministre du budget, M. Baroin, s'y oppose violemment en déclarant qu'il n'y aura pas de changement en la matière.

Contradiction lorsque votre ministre de l'intérieur, M. Guéant, affirme vouloir intervenir pour limiter l'immigration légale et le regroupement familial et que votre ministre de l'économie, Mme Lagarde, déclare immédiatement que l'immigration doit être protégée, sécurisée, ajoutant même qu'il faut y réfléchir à court terme mais aussi à long terme.

Contradiction lorsque votre ministre du budget, M. Baroin, déclare à propos de la TVA à 5,5 % sur la restauration : " Il s'agit d'une très, très grosse niche fiscale [...] Si on me laissait faire, je la mettrais dans le coup de rabot " et que votre ministre du travail M. Bertrand s'empresse de dire tout le bien qu'il pense de cette mesure inique. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Contradiction lorsque le Président de la République annonce une prime pour les salariés des entreprises qui réalisent des dividendes et que votre ministre du travail, M. Bertrand, affirme qu'elle sera obligatoire alors que votre ministre de l'économie, Mme Lagarde, la veut facultative. Il s'agirait d'une prime d'au moins 1 000 euros selon votre ministre du budget, M. Baroin, alors que votre ministre de l'économie, Mme Lagarde la veut négociée.

Contradiction enfin, lorsque votre ministre des affaires européennes, M. Wauquiez, propose de demander cinq heures de service social aux bénéficiaires du RSA et que votre ministre des solidarités, Mme Bachelot, remet en cause ces propositions irresponsables, rappelant à l'occasion que ce dossier relève de sa compétence et soulignant même le rôle d'amortisseur social du RSA. *(Approbations sur les bancs du groupe SRC.)* Votre ancien ministre Martin Hirsch juge même ces propositions dangereuses car elles traduisent, selon lui, une méconnaissance du problème de la part de votre ancien ministre de l'emploi. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous faire cesser la cacophonie gouvernementale ?
(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur divers bancs du groupe GDR.)

M. le président. La parole est à M. François Baroin, ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

M. François Baroin, *ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.* Monsieur le député, alors que vous fêtez avec allégresse cette date anniversaire - semble-t-il importante pour vous - à quelques pas d'ici, rue de Solferino, vous n'avez pas encore de candidat. Il est vrai que, avec " La Porsche tranquille ", vous tenez déjà votre slogan pour l'année prochaine ! *(Rires et vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Jean Glavany. Quel talent !

M. François Baroin, *ministre*. Si cela peut vous permettre d'aller plus vite sur le chemin du remords et de lire un peu mieux la cohérence de la politique que nous menons, tant mieux.

M. Henri Emmanuelli. Minable !

M. François Baroin, *ministre*. La vôtre, dans son incohérence et sa contradiction, se lit en un seul et même homme, en une seule et même politique, celle qui prône la baisse des salaires en Grèce et l'augmentation salariale en France. Comprenne qui pourra, comprenne qui voudra ! On vous laisse à la solitude de vos choix. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Pour ce qui nous concerne, c'est très simple. Ce mandat étant dominé par la crise, nous avons paré à l'essentiel : sauver le dispositif bancaire pour protéger les économies des Français ; protéger l'investissement des entreprises, donc protéger les emplois ; protéger notre modèle social. C'est la raison pour laquelle nous l'avons transformé par le biais de la réforme des retraites. Vous n'y reviendrez pas, quoi que vous en disiez aujourd'hui. Nous avons poursuivi notre politique méthodique de réduction des dépenses en protégeant notre économie, notre activité et notre compétitivité. Nous allons poursuivre dans ce sens de manière déterminée sans altérer la qualité des services publics sur l'ensemble de notre territoire tout en affirmant le caractère véloce d'une administration au service du public, d'une économie au service de l'emploi et d'un projet politique au service des Français ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur de nombreux bancs du groupe NC.*)

M. Jean Glavany. C'est une intéressante intériorisation de la défaite !

Données clés

Auteur : [M. Jean-Paul Bacquet](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (4^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3226

Rubrique : État

Ministère interrogé : Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 11 mai 2011